



## Registre des entreprises Valeyres-sous-Rances

---

Raison sociale .....

Numéro IDE si existant CHE .....

Descriptif d'activité .....

.....

.....

Forme juridique .....

Nombre de collaborateurs .....

Statut de l'entreprise dans le registre communal  Actif  Radié

Dépôt  Bureau  Autre (préciser) .....

Adresse .....

NPA / Localité .....

Siège de l'entreprise .....

Adresse .....

N° de téléphone .....

N° de portable .....

Adresse électronique .....

Site internet .....

Je souhaite être inscrit sur le site internet de la Commune

### **Associé(s) ou administrateur(s)**

Nom, Prénom .....

Nom, Prénom .....

Date début activité sur la Commune .....

Date de fin de l'activité .....

Date et signature .....

## FORMULAIRE D'INSCRIPTION AU REGISTRE DES ENTREPRISES

### Extraits de la législation – Loi sur l'exercice des activités économiques (LEAE)

#### Art. 7c - Registre communal des entreprises

<sup>1</sup> Les communes tiennent, avec l'aide du canton, un registre communal des entreprises.

#### Art. 9a - Obligation des entreprises

<sup>1</sup> Celui qui exploite de manière permanente une entreprise ou un établissement au sens de l'article 7 est tenu de s'inscrire au registre cantonal des entreprises et d'annoncer tout changement de situation.

#### Art. 10 - Publicité

<sup>1</sup> Le registre cantonal des entreprises est public en ce qui concerne les données qui proviennent d'un registre public ou si les personnes physiques et morales en autorisent la publication.

<sup>2</sup> L'accès aux données est gratuit.

#### Art. 91 - Emoluments

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les émoluments destinés à couvrir les frais effectifs relatifs au travail de l'autorité, occasionné pour la surveillance des activités soumises à la présente loi.

<sup>2</sup> Les communes peuvent percevoir selon leurs règlements des émoluments permettant de couvrir les frais effectifs relatifs au travail administratif engendré par la surveillance, le contrôle, les avertissements, les rapports et les dénonciations concernant les activités régies par la loi.